

Le chômage n'a pas dépassé 4 p. 100 des effectifs travailleurs et il est tombé à 1½ p. 100 environ en 1947, minimum à peu près incompressible. A la fin de 1948, la population active du Canada est de cinq millions, soit 700,000 de plus que la population civile active en 1943, année de guerre où l'emploi est à son apogée, et 1,300,000 de plus qu'en 1939. Le produit national brut aux prix du marché a atteint son maximum de temps de guerre en 1944, soit 11,887 millions de dollars. Après une diminution d'un peu plus de 1 p. 100 à 11,732 millions en 1945, il s'élève à 11,863 millions en 1946, 13,375 millions en 1947 et atteindra vraisemblablement 15,500 millions en 1948.

Compte tenu de la hausse des prix depuis la fin des hostilités, l'amélioration *réelle* du produit national brut est moins marquée que les chiffres ci-dessus ne l'indiquent; la hausse des prix a été particulièrement rapide en 1947. En faisant la part des prix plus élevés et des placements nets, on constate que l'augmentation du produit national brut depuis la période d'avant-guerre,—de 5,598 millions en 1939 à environ 15,500 millions en 1948,—signifie que le degré d'aisance de la population canadienne s'est élevé en moyenne d'environ 50 p. 100. Cette amélioration provient d'abord d'une utilisation plus intégrale et plus efficace du capital humain, laquelle, en retour, a déterminé l'expansion la plus rapide de la production qui ait encore été enregistrée au cours de l'histoire du Canada. Certains des facteurs qui ont contribué au maintien de l'emploi et du revenu de même que de la forte pression inflationniste durant l'après-guerre sont les suivants:

*Une augmentation des placements en biens-capitaux.*—Les mises de fonds dans les biens-capitaux et dans la construction de logements, en dehors des décaissements directs des gouvernements, passent de 865 millions en 1945 à un montant estimatif de 2,600 millions en 1948. Il s'ensuit une forte demande de matériaux de construction et de machinerie pour outiller les usines et construire des maisons et autres immeubles. En outre, les stocks se sont fort accumulés. Les facteurs qui ont déterminé les dépenses de capital sont le besoin général de facilités supplémentaires de production et des besoins de renouvellement fortement accumulés, les perspectives favorables du marché, la disponibilité de fonds de placement créée par les épargnes de guerre et le revenu courant, et un marché monétaire plutôt favorable aux portefeuillistes.

*Une augmentation des dépenses personnelles en biens et services.*—Ces dépenses qui, en 1945, s'établissaient à 6,945 millions, passent à un montant estimatif de 9,800 millions en 1948, augmentation de plus de 40 p. 100. Une partie considérable de l'augmentation, mais non pas toute, reflète la hausse des prix. Une partie importante de l'augmentation *réelle* découle des achats plus volumineux de biens de consommation durables tels que les automobiles, les accessoires et les garnitures de maison. La puissance d'achat qui a donné à la demande des consommateurs son efficacité procède des épargnes personnelles faites durant la guerre et d'un revenu courant croissant, tant chez les travailleurs rémunérés que non rémunérés. Au cours de l'après-guerre, le revenu personnel s'est augmenté de versements accrus de la part des gouvernements sous forme de nouvelles prestations de sécurité sociale et de certains paiements non périodiques tels que les indemnités aux anciens combattants et le remboursement de la portion d'épargnes obligatoires de l'impôt sur le revenu.

*Le maintien d'un volume élevé d'exportations de biens et de services.*—La majeure partie des exportations canadiennes de denrées durant la guerre, en dehors des vivres